

# Rompre avec la tradition marxiste pour renouer avec Marx :

## Claude Lefort et les trois critiques du parti totalitaire

### à *Socialisme ou Barbarie* (1949-1958)

M. Julien Vella  
École Normale Supérieure de Lyon

**Résumé :** Nous examinerons la trajectoire dissidente du jeune Claude Lefort, dans le paysage intellectuel et militant de la gauche radicale française des années 1950. La confrontation de Lefort au léninisme et au trotskisme est le cadre idéologique dans lequel il réfléchit sa position comme authentiquement marxiste, contre le modèle bureaucratique pratiqué en URSS. Or, la critique des concepts d'organisation et de direction révolutionnaires, qui servent de justification aux partis communistes, réactive, sans le savoir, certaines tensions constitutives de la pensée marxienne de la politique. L'étude de cette affiliation théorique doit nous permettre de ressaisir l'originalité de l'opposition de Lefort au totalitarisme, notamment par rapport à ses camarades de *Socialisme ou Barbarie*.

**Mots-clés :** Claude Lefort, *Socialisme ou Barbarie*, trajectoire militante, tradition marxiste, antitotalitarisme, Marx

Entre l'année scolaire 1941-1942 et 1960, date de sa rupture avec le groupe conseilliste *Informations et liaisons ouvrières*, le jeune Claude Lefort, étudiant en philosophie, se forme à Marx. Pendant toute cette période, il affermit sa position dans le vaste champ du marxisme de l'après-guerre, notamment lors de sa collaboration avec le groupe *Socialisme ou Barbarie*, entre 1948 et 1958. Les marxismes russes - tout particulièrement le léninisme, le trotskisme et le stalinisme - fournissent à la gauche française programmes, méthodes et motifs de controverse. Cependant, avec le début de la « guerre froide », les blocs occidental et communiste se mettent en place et consolident leur position. Dans la nébuleuse marxiste, la question de la fidélité à la ligne idéologique suivie par Staline, en matière de

politique intérieure et extérieure, est alors cruciale - en particulier pour le Parti Communiste Français et le Parti Communiste Internationaliste.

Dès lors, pour réfléchir sa pratique militante dans un cadre théorique adéquat, la gauche « radicale » doit interroger la nature sociale du régime soviétique, faire l'impasse sur cet examen critique serait une démission inacceptable. En abolissant la propriété privée, en collectivisant la production, l'URSS a-t-elle réalisé l'émancipation des travailleurs que Marx appelait de ses vœux ? La domination n'a-t-elle plus droit de cité dans le « socialisme réel » de l'URSS ? Toute une partie de la gauche marxiste dénonce l'inaction du *PCF* face aux dérives du Comité central et l'impuissance des trotskistes à mener, contre le stalinisme, une critique efficace. À supposer que l'autonomie des travailleurs ait été trahie par l'organe qui prétendait les représenter, quelle est la différence spécifique de cette nouvelle forme d'aliénation ? Les principaux animateurs de *SouB* décident, dès 1948, de porter l'accent sur le phénomène de la bureaucratisation. Ainsi, Lefort est amené à poser le problème de la représentation et de l'autonomie des travailleurs dans un contexte foncièrement antibureaucratique. Dans ce cadre idéologique, Lefort commence à réfléchir sa position comme authentiquement marxiste *contre* le modèle de la direction/organisation bureaucratique.

La réflexion lefortienne sur la société bureaucratique n'est pas seulement le positionnement d'un militant sur le champ de bataille idéologique marxiste de l'après-guerre européen. Le travail de dissipation des illusions véhiculées par les différentes versions de la "théorie du parti" a certes pour vocation d'ouvrir une voie pour l'action des ouvriers, mais il soulève, par là même, toute une série de problématiques qui excèdent le cadre initial du questionnement - à savoir l'analyse militante du totalitarisme soviétique. Ainsi, Lefort démystifie les représentations qui prétendent réaliser l'émancipation des travailleurs mais postulent fondamentalement l'incapacité des masses à se gouverner elles-mêmes - direction révolutionnaire, organicisme du parti, objectivisme de l'histoire. Le mode de lecture antibureaucratique des « dégradations idéologiques »

du marxisme (le léninisme, le trotskisme, le stalinisme) implique, à un niveau théorique, une tentative de résolution de l'antinomie représentation/ autonomie. Quelle est l'originalité de l'analyse de Lefort : 1) par rapport au marxisme en général ? Par rapport à la ligne de *SouB* en particulier ? Un examen historique et philosophique de ces trois grandes critiques doit nous permettre d'en mesurer l'apport pour une opposition politique au totalitarisme.

## 1. Lefort critique du léninisme

En 1949, Claude Lefort fonde, avec Cornelius Castoriadis et quelques autres, le collectif *Socialisme ou Barbarie*, issu d'une tendance formée au sein du *Parti communiste internationaliste* (PCI), un groupe trotskiste où ils étaient militants depuis 1946. C'est dans cet organe que leur dénonciation précoce et sans complaisance du stalinisme revêt la forme originale d'une critique de la domination bureaucratique qui sévissait en URSS sous les traits du « socialisme réel ». L'enjeu spécifiquement marxiste de cette mise en question des appareils politiques du système d'exploitation soviétique est, à ce moment là, celui de la déconstruction et de la reconstruction de l'idée d'action révolutionnaire, dans son rapport à une avant-garde censée la structurer (le parti, les syndicats, les comités de lutte,...), alors même que la perspective d'une troisième guerre mondiale s'annonce aux yeux des membres de *SouB* comme celle d'une barbarisation de la société. Le problème théorique et pratique qui devait naturellement émerger de ce questionnement était celui des formes et des objectifs de l'organisation politique, lequel affecte au premier lieu, bien sûr, la définition de l'identité et la légitimité militantes de *SouB*.

Dès l'origine, plusieurs points de dissension divisent ses acteurs sur le rôle et les règles de fonctionnement du groupe, lesquels ressortent au moment de l'élaboration des dispositions statutaires du collectif: une minorité d'adhérents se refuse à participer d'un « parti traditionnel », ou par ouvriérisme scrupuleux ou par principe de précaution devant les

risques de bureaucratisation d'une telle structure. Dans le climat intellectuel de l'époque, cette difficulté à délimiter un espace d'expression et d'action cohérent s'explique sans doute en partie par la façon dont *SouB* revendique son inscription dans le panorama de la gauche radicale de l'après-guerre. Le groupe revendique une double dénégation, censée prévenir les risques d'une dérive contre-révolutionnaire : ni activisme aveugle, ni intellectualisme démissionnaire ; ni spontanéisme utopiste, ni centralisme démocratique des organisations léninistes classiques<sup>2</sup>. Certes, une part importante des débats sur l'organisation politique est strictement idéologique. En effet, ils reflètent largement la nécessité de circonscrire et surtout de « choisir son camp » dans le champ politique radical français et plus largement européen des années 1950 – à savoir le réseau divers des partis (ou fractions de parti), groupes, organisations alliés ou concurrents qui s'autorisent du prolétariat (ou des sujets sociaux dominés) et s'efforcent de faire valoir leur praxis comme étant la mieux ajustée aux finalités anticapitalistes<sup>3</sup>.

Cependant, dans le cercle des animateurs de *SouB*, une réflexion de fond sur les rapports entre autonomie ouvrière et organisation politique s'impose rapidement après la création de l'organe militant. A cette fin, le groupe met en place toute une série de « réunions sur l'œuvre de Lénine » entre novembre 1949 et juillet 1950, car selon lui « il n'y a pas actuellement d'élaboration possible du programme révolutionnaire sans un bilan clair du léninisme »<sup>4</sup>. C'est donc en mettant au jour les virtualités bureaucratiques de la notion de parti chez Lénine que cette tentative collégiale de clarification des thèses sociales-barbares doit aboutir à la définition d'une organisation véritablement révolutionnaire :

L'idée léninienne fondamentale de la monopolisation de la conscience socialiste par le parti, d'un corps stable et inamovible de dirigeants révolutionnaires professionnels, l'idée du « contrôle ouvrier »- et non de la gestion ouvrière - comme formulation des rapports du prolétariat avec la production après la prise du pouvoir, aboutissent

inéluclablement à une séparation structurelle des dirigeants et des exécutants au sein de la classe, et, en tant que telles, contiennent incontestablement le germe de l'idéologie bureaucratique.<sup>5</sup>

Pour rompre avec ce modèle, attribué en particulier aux milieux trotskistes, les statuts de *SouB* stipulent que les grandes orientations seront prises en séance plénières, que le Comité responsable est élu et révocable et que ses séances sont ouvertes aux autres membres du groupe. La discipline collective ne doit pas non plus s'édifier sur le mépris des positions minoritaires, aussi l'organisation en garantit-elle l'expression dans la revue et dans les activités propagandistes. C'est dans ce cadre général de relecture des grandes thèses du léninisme que le jeune Lefort écrit ses premiers textes sur le problème de la représentation politique<sup>6</sup>. Ces travaux le rangent d'emblée dans la branche minoritaire de *SouB*, celle qui attribue au parti un rôle structurellement bureaucratique. Le mode de représentation du prolétariat - épistémologique et politique, rappelons-le - dessiné dans le *Que faire ?* de Lénine serait la matrice théorique de la division du travail, spécifiquement bureaucratique, entre dirigeants et exécutants, qui marque la séparation du parti et de sa base ouvrière. Les socio-barbares récusent le postulat d'une incapacité des travailleurs à s'émanciper par eux-mêmes et son corollaire obligé, l'exigence stratégique et tactique de la constitution d'une avant-garde de militants professionnels, dépositaires de la conscience révolutionnaire. Néanmoins, le rapport de Lefort aux dogmes issus des grands textes de Lénine le marginalise, dès l'origine, de la tendance majoritaire à *SouB* en matière de réflexion sur la forme et la fonction du pouvoir dans la révolution. L'enjeu théorique est le suivant : comment critiquer la nécessité d'une direction sans pour autant disqualifier toute organisation politique qui prétendrait, comme *SouB*, avoir une incidence directe sur le cours de l'histoire ?

Pendant l'été 1952, le jeune Lefort écrit un article qui prétend apporter quelques éléments de réponse au refus des avant-gardes ouvrières de se réunir, après la seconde guerre mondiale<sup>7</sup>, dans un « parti du

prolétariat ». Il interprète cette « antipathie » comme la réfutation en acte de l'axiome - en vogue dans les sphères militantes de la gauche dite marxiste - selon lequel le parti est l'attribut essentiel des classes ouvrières. Il s'agit, pour lui, de déplacer le curseur de la critique de la structure du parti, en prenant cet impensé en considération : non pas réguler ou réformer les principes de son fonctionnement (redéfinition des hiérarchies, réimplication des membres, décentralisation de l'appareil administratif, etc.) pour en corriger les effets pervers, mais interroger radicalement ses assises théoriques. Dans ce texte, il adopte deux lignes argumentatives relativement peu compatibles à l'égard du concept de parti politique, même si elles conduisent toutes deux à une même conclusion, à savoir l'urgente nécessité de repenser l'action collective en dehors de ce type de formation dans le monde contemporain. Il juxtapose ces deux discours sur le parti sous le couple signification idéologique / signification structurelle en contraste avec une conception « naturaliste » du parti : « Idéologiquement, le parti signifie l'effort de la classe pour penser sa lutte sous une forme universelle. Structurellement, il signifie la sélection d'une partie de l'avant-garde qui forme un corps relativement étranger à la classe, fonctionnant selon ses lois propres et se posant comme la direction de la classe » [Lefort, 1979 : 62].

D'une part, il avance que le parti est un instrument de lutte désormais périmé, mais qu'il a répondu efficacement aux exigences historiques de la lutte des classes dans un contexte déterminé. Il affirme ainsi la vérité conjoncturelle du parti politique comme instrument provisoire du combat à mener contre la bourgeoisie, laquelle serait maintenant révolue. Dès lors, le rôle « idéologique » du parti s'arrête à l'unification pratique des éléments prolétariens. Ceci implique, pour Lénine, de dissiper les illusions de l'« économisme » tout en mettant fin au « primitivisme » du mouvement révolutionnaire en Russie au tournant du XXe siècle. En octobre 1917, le parti est alors le nom de cette structure habilitée à articuler organiquement et à l'échelle mondiale : 1) la coordination des groupes dispersés en fonction programme socialiste ; 2) la

concertation des ouvriers les plus conscients hors du champ des rapports de production ; 3) l'orientation tactique des masses vers un but commun scientifiquement déterminé; 4) le dépassement des intérêts particuliers dans lesquels le trade-unionisme demeure pris. Jusqu'à un certain point, Lefort semble donc souscrire aux thèses majeures de Lénine - celles qu'il discute intensivement avec ses camarades de *SouB*. En particulier, il reprend le parallèle entre le parti et l'armée qui se trouve à la conclusion de la fameuse brochure *Un pas en avant deux pas en arrière*<sup>8</sup>. La professionnalisation des activités révolutionnaires, la spécialisation des fonctions militantes et la concentration des tâches seraient requis par la nécessité de combattre la classe bourgeoise avec ses propres armes<sup>9</sup>. En fait, la nécessité d'un ordre de bataille indique aussi l'imprégnation des consciences prolétaire dans les représentations dominantes jusque dans la conception qu'ils se font de la lutte des classes et des moyens pour la mener à son terme. L'analogie exacte serait celle-ci : le parti est aux masses révolutionnaires ce que l'Etat major est à l'armée. Mais a-t-on seulement affaire à une analogie ? Dans le contexte de l'empire russe du jeune XXe siècle, l'Okhrana, la police politique secrète tsariste, emprisonne, déporte et tue les dirigeants socialistes révolutionnaires. Dans cette situation de crise, des mesures spéciales, d'exception, pour les discipliner et les protéger s'imposent évidemment<sup>10</sup>. Conclusion : le parti est un outil contingent de la lutte et non une propriété naturelle de la classe ouvrière, c'est seulement dans une perspective idéaliste - au sens que confère à ce terme l'étude des phénomènes idéologiques chez Marx - qu'il n'a pas d'histoire. La « théorie du parti », soit pour Lefort la théorie de la nécessité du parti, n'est pas fausse mais doit être modérée par une analyse diachronique qui en fait ressortir toute la dimension instrumentale.

Mais, d'autre part, il prétend démontrer que le parti est par définition destiné à actualiser son potentiel bureaucratique, parce que le prolétariat est qualitativement infigurable sous les traits d'un parti, quel qu'il soit. Ce point de vue annule complètement le précédent dans la mesure où il signifie en fait l'incompatibilité structurelle de la forme-parti

et de la révolution - nul impératif stratégique ne vient cette fois relever la nocivité de ce mode représentation : « C'est alors seulement qu'il apparaît que la contradiction ne réside pas dans la rigueur du centralisme mais dans le fait même du parti ; que la classe ne peut s'aliéner dans aucune forme de représentation stable et structurée sans que cette représentation s'autonomise » [Lefort, 1979 : 66]. La démocratisation du parti est un faux remède au risque d'exploitation des ouvriers. Elle ne change rien, au final, à la logique du corps qui sous-tend son organisation<sup>11</sup>. La racine de la division bureaucratique entre direction et exécution est, pour Lefort, l'image de l'organisme (séparation tête/corps dans laquelle se loge celle entre esprit et matière). D'évidence, Lefort déchiffre, dans ces oppositions symboliques, le réinvestissement d'une espèce de dualisme entre sujet et objet, issu de la philosophie classique. L'absence d'un site épistémologique de certitude, celui d'où le réel se donnerait tel qu'il est en lui-même, détruit les ambitions d'un parti légitimé par sa connaissance théorique de l'histoire<sup>12</sup>.

Quel est l'effet de la représentation du corps sur la représentation politique ? Celui-ci est détaillé au début du second article de 1952, intitulé « l'expérience prolétarienne » : d'abord, une « abstraction » et une « réduction », ensuite, une indifférenciation du prolétariat. Dans la rationalité immanente à l'imaginaire du parti révolutionnaire, le corps subalterne et uniforme des militants est incapable d'initiatives non prévues par la tête dirigeante. En d'autres termes, seules apparaissent comme rigoureusement possibles les actions programmées par la direction révolutionnaire. Le prolétariat est abstraitement assimilé à sa fonction et à son identité dans l'économie interne du système théorique. L'efficacité symbolique de cette image du corps explique l'intolérance du parti bolchevik à l'égard des autres formes de la représentation ouvrière - par exemple, la marginalisation des soviets dans le processus révolutionnaire, dès 1917<sup>13</sup>. Lefort dénonce, en définitive, l'interprétation sous-jacente du sens de la révolution portée par ce mode de représentation politique. Selon lui, elle légitime la subordination du prolétariat à l'organisation d'avant-

garde qui prétend diriger son émancipation sans pouvoir assumer, en retour, la nécessité de sa propre suppression - cette image du corps exprime que l'identification de la minorité dirigeante à un principe de vie, en somme. De ce point de vue, l'existence concrète du prolétariat - ses élaborations, ses errements, ses hésitations spontanées, bref, tout ce qui constitue son historicité propre - est tout simplement escamotée. Le caractère subjectif de son expérience de la domination capitaliste est pourtant, comme on va le voir, rétive à toute objectivation théorique ou politique. Au nom d'un marxisme véritable, Lefort opère donc une critique hétérodoxe du parti, par le biais l'image de l'organisme - originale en ceci qu'elle se détourne d'emblée des textes de l'auteur du *Capital* pour mieux renouer avec lui. Pour extraire le noyau idéologique de la « théorie du parti », il mène une première critique de l'organicité imaginaire du parti.

A ce niveau, il faut être sensible, semble-t-il, à une espèce d'oscillation dans la relation du prolétariat à sa représentation chez le jeune Lefort, au moment où sa réflexion sur le pouvoir connaît ses premiers développements. D'un côté, la totalité que constitue la classe ouvrière ne peut se diviser sans s'aliéner dans une représentation stable d'elle-même<sup>14</sup>, de l'autre côté, il affirme qu'il « ne peut y avoir qu'un seul pouvoir de cette classe : le pouvoir représentatif »<sup>15</sup>. Le pouvoir représentatif est ce pouvoir qui émane des travailleurs eux-mêmes « mais seulement comme instrument de la révolution, non comme corps fonctionnant selon ses propres lois mais comme détachement provisoire purement conjoncturel du prolétariat » [Lefort, 1979 : 68], de sorte qu'il ne vise rien d'autre que son abolition à court terme. Pour résumer, la déconstruction implicite de l'imaginaire du corps révolutionnaire détermine en retour un pouvoir ouvrier ni autonome, ni hétéronome, ni seulement un instrument, ni exactement une représentation, qui hérite manifestement de cette tension sociale-barbare entre refus du spontanéisme et critique de l'organisation - tension dont Lefort fut l'un des principaux artisans. En conséquence, le rôle de *SouB* comme organisation « non corporelle », décrit en quelques lignes, expéditives, à la fin de l'article « le prolétariat et sa direction », nous

semble, en 1952, encore très incertain. Lefort affirme que le projet intellectuel et pratique de *SouB* doit se limiter à l'explicitation des enjeux socio-économiques enveloppés dans les luttes ouvrières. En conclusion, l'auto-interprétation de son rôle historique ne peut plus être celle d'une avant-garde susceptible d'agir et de décider pour le prolétariat - en son nom, à sa place et dans sa direction.

## 2. Lefort critique du trotskisme

Le « bilan du clair du léninisme » est donc, en définitive, beaucoup moins clair que prévu, puisqu'il n'aboutit à aucun consensus. Non seulement une position sociale-barbare concernant le « programme révolutionnaire » a peine à s'affirmer, mais cet état des lieux est la cause de nouveaux clivages théoriques au sein de *SouB*. La critique de la « théorie du parti » par Lefort doit être située dans ce contexte, même si elle s'écarte de la ligne sociale-barbare, parce qu'elle associe d'emblée le problème de la représentation politique à la dénonciation de l'imaginaire du corps révolutionnaire. Cependant, cette critique ne devient pleinement intelligible qu'en référence à la relecture des thèses du Trotsky de *la Révolution trahie*, menée par Lefort et Castoriadis. Pour rappel, cette réinterprétation, hétérodoxe, est la principale raison de la scission, en 1949, entre la tendance « Chaulieu-Montal » et le PCI, fidèle à la IV<sup>e</sup> Internationale<sup>16</sup>. La même année, l'article "Les rapports de production en Russie" synthétise les réflexions de Castoriadis sur la nature sociale de l'URSS<sup>17</sup>. Cette mise au point joue, de l'aveu même de Lefort, un rôle central dans le projet social-barbare de démythification de la domination bureaucratique : « Son analyse me subjuga. J'étais peut-être gagné d'avance à ses conclusions, mais je ne me les étais jamais formulées et j'aurais été incapable de leur donner le fondement économique qu'il apportait. L'argumentation de Castoriadis me parut digne du meilleur Marx » [Lefort, 2005 : 226-227].

Résumons : selon Trotsky, le stalinisme correspond à la catégorie d'un « Etat ouvrier dégénéré », soit une structure fondée sur des bases

socio-économiques socialistes mais dont l'appareil politique aurait été accaparé par « une caste parasitaire » - la bureaucratie, qui exerce une nouvelle forme d'exploitation sur les travailleurs sous le couvert du « communisme réel ». Le point de départ de cette dérive pathologique du parti serait la mort de Lénine. Entre le centralisme démocratique et le centralisme bureaucratique, la différence est moins de nature que de degré: il s'agit de deux dispositifs politiques, certes en opposition maximale, représentatifs d'une même base socio-économique. Dans le tableau que Trotsky dresse de l'histoire du parti bolchevique, il ne souscrit ni à la définition du système soviétique dans les termes d'un « capitalisme d'Etat » - comme le proposent toute une série d'intellectuels marxistes (Ossinski, Boukharine, Pannekoek, etc) - ni à l'assimilation de la bureaucratie à une forme inédite et définitive de classe sociale, qui serait comme l'issue fatale des contradictions du centralisme démocratique. L'abolition de la propriété privée des moyens de production a consacré, à un niveau juridico-politique, la fin de la scission entre le capital et le travail. L'Union Soviétique réunit, par là même, les conditions d'une émancipation réelle des classes exploitées. Le corrélat pratique de cette conception de l'URSS comme régime déviant est, pour le révolutionnaire russe, la nécessité de réformer l'organisation politique de l'Etat soviétique, sans modifier directement la composition sociale des rapports de production.

Lefort prend conscience du problème posé par le système bureaucratique stalinien au mouvement ouvrier mondial en lisant le récit Kravchenko, *J'ai choisi la liberté* (1947)<sup>18</sup>. Ce livre, écrit par un haut fonctionnaire politique de l'URSS, décrit en détail l'incohérence du système économique soviétique : la violence des fonctionnaires pour implanter la collectivisation, la contradiction entre les moyens (la bureaucratie) et les fins (révolution prolétarienne), le rôle prépondérant du corps de sécurité de l'Etat (NKVD) dans la gestion réelle des usines et dans la définition de vastes « programmes d'emprisonnement »<sup>19</sup> - vingt millions de travailleurs ont été mis, sur ses directives, aux travaux forcés. Le socialisme est vivant en URSS, mais sous la forme d'un résidu idéologique. En outre, le pouvoir

mystifiant dont il est investi fonctionne, paradoxalement, comme l'instrument le plus efficace de l'exploitation des ouvriers. Dès 1948, la lecture de ce document conduit Lefort à formuler une conclusion proche, dans ses termes, de celle de Castoriadis, l'année suivante, à cette différence près qu'elle n'est pas déduite de l'examen des rapports de production : « Tout raisonnement qui cherche à ramener le régime soviétique au capitalisme nous paraît donc artificiel. A l'inverse, tout raisonnement qui prétend prouver que l'U.R.S.S. jouit de fondements économiques socialistes nous paraît mystificateur » [Lefort, 1979 : 136]. L'anti-trotskisme de Lefort ne s'appuie pas sur la réfutation technique des démonstrations économiques de la Révolution trahie. En fait, il remet en question la valeur de l'explication, dans le récit de Trotsky, pour la révolution ouvrière. Selon lui, ramener l'URSS à ses causes premières en court le risque de légitimer le processus de dégénérescence. D'où cet étonnant constat : en rapportant l'URSS à ses conditions historiques, la discours trotskiste sur la nature sociale du régime soviétique a conforté l'attachement de certains militants au stalinisme. Le noyau idéologique du trotskisme consiste dans ce glissement axiologique, qui conduit à justifier un état de fait en l'intégrant à un plan objectif de rationalité. À la différence de Castoriadis, qui dénonce comme lui la fétichisation des rapports de propriété, il aboutit à la nécessité de la réhabilitation de l'histoire subjective des forces productives, contre l'histoire objectiviste des bureaucrates : « Les changements dans les rapports de propriété, si importants qu'ils soient, n'ont pour nous qu'un caractère secondaire s'ils ne s'accompagnent pas de changement dans le mode de de vie et la conscience du prolétariat » [Lefort, 1979 : 137]. Conséquence immédiate : l'approche explicative et historiciste de la société stalinienne doit être remplacée par une visée compréhensive et sociologique de la réalité des rapports sociaux en URSS.

Les dommages de l'historicisme trotskiste sont soulignés dans la « contradiction de Trotsky »<sup>20</sup>, écrit en décembre 1948. Lefort dispose, à ce moment, des informations qu'il découvre dans le *Staline* de Boris Souvarine et dans le témoignage d'Anton Ciliga, *Dix ans au pays du mensonge*

*déconcertant*. Lefort relève, dans cet article, l'inconsistance entre les théories proférées dans le Staline de Trotsky et les pratiques du révolutionnaire russe, dont il critique les nombreuses concessions à l'égard de la bureaucratisation. En 1923, Trotsky ne répond pas favorablement à l'empressement d'Eastman qui lui demande de révéler au XIIe congrès du parti communiste la motion dans laquelle Lénine cite Staline, Ordjonikidze, Dzerjinski. L'année suivante, il cautionne les postulats du XIIIe congrès, dans lequel il est membre titulaire : nul ne peut avoir raison contre le parti puisque le parti est l'organe par lequel l'histoire délivre sa vérité. Enfin, en 1924, au moment où « l'Opposition de gauche » consent à sa propre dissolution, les anciens adversaires du stalinisme font savoir dans la *Déclaration des 121*, communiquée pendant le XVe congrès, que les dissensions susceptibles de fissurer l'unité du parti sont jugées nulles et non avenues : « il n'y a pas de différence programmatique entre nous et le parti »<sup>21</sup>. Cette série de décisions contraste, de manière saisissante, avec les énoncés rétrospectifs du Staline, en particulier son récit de l'échec de l'opposition dans la lutte pour le pouvoir.

Mais la critique de cette capitulation n'est pas seulement *ad hominem*. Ce qui ressort des compromis de Trotsky avec le parti, c'est, d'une part, l'impuissance de l'auteur de la *Révolution Trahie* à extraire le substrat idéologique de la société bureaucratique ; d'autre part, l'appartenance de l'Opposition de gauche à la logique du bolchevisme qu'elle croit pourtant combattre : « Car c'est bien le bolchevisme qui continuait à s'exprimer dans l'Opposition de gauche, et c'est de son impuissance à survivre comme idéologie et stratégie révolutionnaires qu'il faut arriver à rendre compte » [Lefort, 1979 : 50]. Rappelons que, sous la plume de Lefort, le bolchevisme désigne l'ensemble des représentations sur l'histoire, la vérité, les rapports entre théorie et pratique, ...qui sous-tendent l'imaginaire d'une structure politique organisatrice de la révolution et fondée sur : 1) la centralisation administrative du pouvoir ; 2) la professionnalisation des militants ; 3) la spécialisation des tâches ; 4) la séparation du parti d'avec les masses et les avant-gardes autonomes des

usines ; 5) l'élimination par l'usage de la terreur des groupes concurrents - au premier rang desquels les soviets, mais aussi des collectifs comme *Groupe ouvrier* ou *Vérité ouvrière* :

La terreur qui commence par exterminer tous les partis opposants, tous les groupes concurrents, et qui finit, au sein même du parti bolchevik, par l'interdiction des fractions, atteint son paroxysme avec la répression des ouvriers de Cronstadt, qui, autrefois considérés comme l'élite révolutionnaire, et combattant pour des revendications dont certaines sont confuses, mais la plupart démocratiques, sont traités comme des agents de la contre-révolution et implacablement écrasés. [Lefort, 1979 : 52]

Selon Trotsky, le soulèvement des marins de Cronstadt aurait été, en 1921, une menace pour la révolution prolétarienne, et l'ouverture possible à une restauration capitaliste en URSS<sup>22</sup>. Pour le jeune Lefort, cette décision témoigne, en son principe, du rôle indiscutable du révolutionnaire russe dans la contradiction de l'idéologie révolutionnaire, structurelle, entre les moyens bureaucratiques et les fins socialistes du parti bolchevik qui « ne peut survivre s'il se coupe de son contenu réel, - les masses prolétaires qu'il représente" [Lefort, 1979 : 53]. Dans cette perspective, c'est l'avènement de Staline qui incarne la vérité explicitement contre révolutionnaire des moments dépassés que constituent les politiques de Lénine et de Trotsky, trois moments d'une même histoire<sup>23</sup>. Finalement, cela signifie qu'une même mythologie de la révolution soutient le léninisme et le trotskisme antibureaucratique mis en pratique, en France, par le PCI dans sa critique l'URSS. En d'autres termes, Lefort montre comment l'argument trotskiste en faveur d'une démocratisation du parti porte les signes, malgré lui, du schéma directeur léniniste de l'hégémonie de l'organisation - condition hétéronome de l'émancipation des ouvriers.

### 3. Lefort critique du stalinisme

La première occurrence du mot « totalitarisme » intervient en 1956, trois ans après la mort de Staline, dans un article de grande ampleur qui commente les effets de cette disparition pour le régime soviétique<sup>24</sup>. « Le totalitarisme sans Staline » est, d'abord, publié dans *Socialisme ou Barbarie*, il doit permettre de faire le point sur le « rapport Khrouchtchev ». En la matière, Lefort veut démontrer la permanence du stalinisme, néologisme qui désigne, sous sa plume, la monopolisation du pouvoir par les dirigeants en place, le refus de faire droit à la diversité des opinions et des revendications, l'étouffement des oppositions et, enfin, le contrôle de l'information et de toutes les formes d'expression. Comment apprécier le tournant politique, diplomatique, économique et, surtout, idéologique, que représente la mort du charismatique leader ? Est-ce la fin de la domination bureaucratique en URSS ? Cette étude répond au discours des dirigeants soviétiques, en particulier Malenkov et Khrouchtchev, qui proclament l'entrée de l'URSS dans une nouvelle phase de son histoire. Le XXe congrès du PCUS, en effet, statue sur les crimes de Staline, et définit, par la même occasion, les directives politiques qui doivent encadrer la déstalinisation du régime. Le deuxième « interlocuteur » de Lefort, ce sont « les intellectuels progressistes », comme il les appelle, qui témoignent, selon lui, d'une trop grande complaisance à l'égard de l'URSS - il pense, plus exactement, à la ligne éditoriale de la revue *Les Temps modernes*. Si cette critique est plutôt courante dans les rangs de *SouB*, l'article de Lefort donne à cette position un fondement conceptuel et historique rigoureux<sup>25</sup>.

Le jugement de Lefort, à propos d'une éventuelle transformation de l'URSS, est sans équivoque. Certes, le problème de la forme-parti culmine dans le stalinisme, mais il n'est pas pour autant résolu par la mort de Staline. Les réformes structurelles, les mesures techniques prônées par le Comité central ne sauraient s'opposer au processus de dégénérescence de la bureaucratie. Souslov défend, par exemple, le remplacement des grands mythes du bolchévisme à une théorie scientifique de « l'économie

concrète ». Les décisions de Khrouchtchev - diminution du nombre de fonctionnaires, la décentralisation de la direction, la création ou la suppression de certains ministères - sont des corrections, des rectifications pour un appareil d'Etat incohérent. Le noyau idéologique du système social soviétique, en revanche, n'est pas atteint par cet ensemble d'améliorations. En une phrase, « c'est en vain que la bureaucratie espérerait échapper à sa propre essence » : « totalitariste elle est, totalitariste elle demeure » [Lefort, 1979 : 153]. Pour le montrer, Lefort revient sur la période de mise en place et d'intensification du stalinisme, à savoir la première décennie de la planification socialiste. Les principales scansions de cette période sont connues : restriction du socialisme à un seul pays, plans quinquennaux, industrialisation massive, campagne de « dékoulakisation » et, surtout, grandes purges politiques par le Comité central, avec les procès de Moscou entre 1936 et 1938. Cette séquence historique correspond, selon Lefort, à l'avènement du parti totalitaire, débouché en apparence naturel de la bureaucratisation de la société. Cependant, « le totalitarisme sans Staline » met l'accent sur une dimension jusqu'alors peu discutée dans l'enceinte de *SouB*<sup>26</sup>: la signification politique de la terreur dans la genèse et dans le maintien du système social soviétique.

Le mot rassemble, chez Lefort, toutes les pratiques d'emprisonnement, de déportation, d'exécutions sommaires des opposants réels ou supposés à la révolution. Cependant, elle répond, dans l'institution d'un milieu social bureaucratique, à deux impératifs, étroitement liés l'un à l'autre. D'une part, elle comble un défaut de légitimité. Les fonctionnaires, contrairement aux anciens maîtres de la production, n'ont aucun titre de propriété. Ils ne peuvent pas justifier leur statut de dirigeant grâce à cette catégorie juridico-politique. En conséquence, l'appropriation de la plus-value générée par le surtravail des ouvriers, tout comme la monopolisation de l'appareil industriel, réclament un instrument d'exclusion des individus récalcitrants, d'intimidation des populations prolétaires et paysannes. D'autre part, la « révolution sociale » du totalitarisme a créé une nouvelle

classe, massive et sociologiquement diverse<sup>27</sup>. L'unité organique de la bureaucratie, l'intégration des parties au tout, dépend de la loyauté, ou plutôt de la servitude, des bureaucrates envers le centre de l'organisation politique :

La terreur qu'il [le stalinisme] exerce sur les couches dominantes n'est pas un trait accidentel : elle est inscrite dans le développement de la nouvelle classe dont le mode de domination n'est plus garanti par l'appropriation privée, qui est contrainte d'accepter ses privilèges par le truchement d'un appareil collectif d'appropriation et dont la dispersion, à l'origine, ne peut être surmontée que par la violence. [Lefort, 1979 : 178]

La discipline spécifique imposée par Staline, cette « menace permanente de la destruction ou de la destitution », est, du moins en partie, étrangère aux exigences économiques de l'industrialisation du pays, contre la thèse d'une "accumulation primitive socialiste"<sup>28</sup>. En définitive, l'oppression des dirigeants est le complément d'effectivité des perspectives d'avancement, des avantages substantiels que confère le poste de bureaucrate.

La terreur n'est pas un moment de déraison, regrettable mais provisoire, qui serait nécessaire, si l'on peut dire, à l'accomplissement de la dialectique historique. Elle est, en fait, l'un des principes générateurs de la réalité sociale de la bureaucratie, ou plutôt de son devenir « totalitaire ». Cette forme de violence n'est pas l'attribut contingent d'un pouvoir d'Etat dont on pourrait, en politologue, déterminer les acteurs, les procédures, les institutions positives. La violence n'est donc pas l'attribut contingent d'une certaine forme de pouvoir dont on pourrait circonscrire positivement les acteurs, les procédures et les institutions. L'imaginaire du stalinisme implique que chaque échec du Parti, chaque inconséquence apparente, ont pour cause l'inertie, l'arriération ou les dérives d'individus isolés, contre lesquels une répression féroce doit s'abattre. Ces dispositions contre-révolutionnaires dessinent, dans cette logique, la figure d'un "ennemi intérieur" :

On ne peut pas dire que la politique du Parti ne se soit pas heurtée à des contradictions. Non seulement les gens arriérés qui évitent toujours tout ce qui est neuf, mais aussi beaucoup de membres très en vue de notre Parti ont de manière systématique tiré le Parti en arrière et se sont efforcés par tous les moyens possibles de l'engager sur la voie capitaliste « habituelle » du développement. Toutes ces machinations des trotskystes et des éléments de droite dirigées contre le Parti, toute leur « activité » de sabotage des mesures de notre gouvernement n'ont poursuivi qu'un seul but : rendre vaine la politique du Parti et freiner l'œuvre d'industrialisation et de collectivisation.<sup>29</sup>

La terreur a, en dernière instance, deux ressorts. La conservation du pouvoir repose, pour mieux dire, sur une terreur interne et sur une terreur externe. L'élimination des dissidents potentiels donne figure à une menace, celle d'un agent de l'impérialisme occidental ou du fascisme, par exemple, et réactive la légitimité historique de l'organisation politique face aux grèves, témoignages compromettants, insurrections ouvrières.

L'article de Lefort, convenons-en, n'est pas l'œuvre d'un historien, et la raison de ce défaut de méthode n'est pas, ou pas seulement, la difficulté à accéder à des sources de première main sur le régime soviétique, au début des années 1950. Si son interprétation n'est pas psychologique, en dépit de ses tendances psychologisantes, c'est précisément parce qu'elle étudie le phénomène totalitaire en comparaison avec le communisme. En effet, on peut comprendre le *sens*, l'univers de significations du totalitarisme, à le considérer comme la parodie de la société que Marx appelait de ses vœux : « [le totalitarisme] est, peut-on dire, l'envers du communisme. Il est le travestissement de la totalité effective » [Lefort, 1979 : 191]. Ainsi, Lefort renvoie dos à dos l'imaginaire communiste des sympathisants du PCF, qui projettent sur l'URSS la représentation d'un « socialisme réel », et l'imaginaire antitotalitaire pour lequel tout se ramène à un mensonge ou au culte de la personnalité stalinienne. A cet égard, le jeune Lefort récuse les interprétations les plus courantes, dans le paysage

intellectuel de la France de l'après-guerre, de l'Etat soviétique. Le mensonge, comme le culte de la personnalité, sont des schémas si réducteurs, voir simplistes, qu'il les écarte sans les soumettre à un examen poussé. En revanche, il tente de dépasser et d'intégrer les définitions pauvres du totalitarisme dans sa propre analyse du phénomène.

Pour Lefort, ces interprétations sont, chacune, partiellement vraies : 1) le totalitarisme serait cette forme de pouvoir qui : a) concentre toutes les fonctions politiques, économiques, sociales, judiciaires, culturelles dans les mains d'une seule autorité; b) impose à toutes les activités un modèle dominant de contrôle de la direction ; c) domine les individus et les groupes par l'élimination physique de toute opposition ; 2) le totalitarisme serait l'identification du parti à l'Etat<sup>30</sup>.

L'erreur, dans les deux cas, est de ne pas voir que le stalinisme accomplit ce que Lefort appelle une véritable « révolution sociale ». Le caractère socialiste ou non du régime soviétique est, on s'en souvient, indépendant de ses conditions objectives. Il y a, par exemple, une mystification à fonder sa nature sociale, sa différence spécifique, sur le régime juridico-politique de la propriété. Ce que Lefort vise sous le terme totalitarisme, c'est plutôt quelque chose comme un mode de sociabilité, une « personnalité », avec ses conditions de possibilité: l'imposition d'un système normatif hégémonique, l'application d'une contrainte totale sur les individus et la tendance, en dernière instance, à une intégration sociale absolue. Cet ensemble de principes définit une nouvelle forme d'exploitation qui, sans cesser d'être capitaliste, a cependant remplacé l'antagonisme entre maîtres de la production et prolétariat industriel par la division, artificielle, entre dirigeants et exécutants - en définitive plus adaptée à la structure de plus en plus *socialisée* de la production moderne. L'avantage théorique de cette approche est qu'elle ne met pas l'économie avant la politique, et réciproquement, elle reste à bonne distance d'un schème mécaniste. Le parti, comme forme de pouvoir, n'est ni réductible à un produit dérivé des rapports de production, ni exactement le déterminant de l'organisation du travail. Aussi est-il à considérer, pour

parodier Marx, comme la forme politique enfin trouvée permettant de réaliser au milieu du XXe siècle l'exploitation économique des travailleurs.

En définitive, Lefort se forme à Marx en démystifiant les mythes qui alimentent les notions d'organisation et de direction révolutionnaires - son rapport à l'auteur du *Capital* n'est pas, dans un premier temps du moins, scientifique ou universitaire. C'est contre le léninisme, contre le trotskisme, contre le stalinisme, que Lefort revendique sa fidélité à Marx. Or, ce projet de rectification critique, mené à son terme, aboutit à l'élaboration d'une démarche antitotalitaire originale : analyse de l'imaginaire du corps face au léninisme, du capitalisme bureaucratique dans trotskisme, de la terreur dans le stalinisme. Il n'est pas étonnant, à cet égard, que la confrontation du jeune Lefort aux marxismes se revendique de l'indétermination de l'œuvre de Marx, puisque le léninisme comme le trotskisme et le stalinisme ont figé ses tensions, politiquement fécondes, pour effacer la différence entre la pensée et l'action. S'il fallait encore le prouver, cette trajectoire philosophique confirme l'impossibilité de réduire l'œuvre de Marx au totalitarisme soviétique, mais aussi son immense potentiel critique, non pas par ses dogmes, ses maximes rebattues, mais par ses contradictions, ses interrogations, bref, par son travail.

## Notes

[1] "Actuellement, le caractère politique du groupe est objectivement contesté, par la mise en question de l'idée de la discipline dans l'action, de la nécessité d'une direction effective du groupe, de la liaison entre le programme de la révolution et ses formes d'organisation", « Le parti révolutionnaire. Résolution », *Socialisme ou Barbarie*, n°2, mai - juin 1949, p.99.

[2] Pour une mise au point sur le rapport entre *Socialisme ou Barbarie* et le champ politique concurrentiel de la gauche révolutionnaire (Gauche communiste de France, Fraction française de la gauche communiste, PCI, libertaires, anarchistes, etc) voir la synthèse de P. Gottraux, « *Socialisme ou Barbarie* », *un engagement politique et intellectuel dans la France de l'après-guerre*, Lausanne, Payot, 1997, pp. 199-254.

[3] Nous reprenons à peu de choses près la définition sociologique du « champ politique radical », telle qu'elle est formulée par P. Gottraux. *Ibid.*, p.12.

[4] « La vie de notre groupe. Bilan d'une année », *Socialisme ou Barbarie*, n° 5-6, mars-avril 1950, p.144.

[5] *Ibid.*, p. 145.

[6] « Le prolétariat et sa direction », *Socialisme ou Barbarie*, n° 10, juin.-août 1952 ; « L'expérience prolétarienne », *Socialisme ou Barbarie*, n° 11, nov.-déc. 1952 et, plus tardivement, « Organisation et parti », *Socialisme ou Barbarie*, n° 26, nov.-déc. 1958.

[7] Nous nous référons sur ce point à l'article de C. Lefort « Le prolétariat et sa direction », *Éléments d'une critique de la bureaucratie*, Paris, Gallimard, 1979, pp. 59-70.

[8] Sans doute Claude Lefort a-t-il en tête ces phrases célèbres de Lénine, issues du *Un pas en avant deux pas en arrière* de 1904, quand il écrit son article : « Le prolétariat n'a d'autre arme dans sa lutte pour le pouvoir que l'organisation. Divisé par la concurrence anarchique qui règne dans le monde bourgeois, accablé sous un labeur servile pour le capital, rejeté constamment « dans les bas-fonds » de la misère noire, d'une sauvage inculture et de la dégénérescence, le prolétariat peut devenir – et deviendra inévitablement – une force invincible pour cette seule raison que son union idéologique sur les principes du marxisme est cimentée par l'unité matérielle de l'organisation qui groupe les millions de travailleurs en une armée de la classe ouvrière. », cité par H. Lefebvre, *La pensée de Lénine*, Paris, Bordas, 1957, p. 293.

[9] « La constitution du parti traduit l'expérience que fait la classe de son inégalité de développement, de son bas niveau culturel, de son extrême infériorité par rapport au système de combat de la bourgeoisie ; de la nécessité en conséquence de se donner des chefs », C. Lefort, "le prolétariat et sa direction", art. cit., p. 62.

[10] H. Lefebvre, *La pensée de Lénine*, op. cit., 294.

[11] La notion de corps est en effet récurrente dans la critique lefortienne du parti. Par exemple : la direction est « postée comme un corps relativement extérieur à lui-même [le prolétariat] », *Ibid.*, p.63. Ou encore : « L'essentiel est que le prolétariat se représente sa direction comme un corps séparé de lui, chargé de le mener à la révolution », *Ibid.*, p. 64.

[12] L'influence de Merleau-Ponty semble, à ce titre, incontestable. Nous rejoignons Nicolas Piqué sur ce point, cf. « Claude Lefort et les aventures du prolétariat », in *Cornelius Castoriadis et Claude Lefort : l'expérience démocratique*, sous la direction de Nicolas Poirier, Lormont, le bord de l'eau, 2015, p. 75.

[13] C. Lefort, *Éléments d'une critique de la bureaucratie*, op. cit., p.67.

[14] C. Lefort, « le prolétariat et sa direction », art. cit., p.66.

[15] *Ibid.*, p. 68.

- [16] "Après avoir cru qu'il était possible de réformer le parti, nous avons compris que le trotskisme était radicalement incapable de percevoir la nature de la bureaucratie, qu'il y avait une logique dans ses conceptions et son mode de fonctionnement, qui devait être mise à nu, et non seulement des erreurs à rectifier.", C. Lefort, « Entretien avec l'Anti-Mythes », *Le temps présent. Ecrits 1945-2005*, Paris, Belin, 2007, p. 227.
- [17] L'article paraît initialement sous le pseudonyme de Castoriadis, à savoir Pierre Chaulieu. Cf P. Chaulieu, « Les rapports de production en Russie », *Socialisme ou Barbarie, anthologie*, La Bussière, Acratie, 2007, pp. 36-52.
- [18] "Kravchenko et le problème de l'U.R.S.S.", *Éléments d'une critique de la bureaucratie*, op. cit., pp. 117-144.
- [19] *Ibid.*, 140.
- [20] « La contradiction de Trotsky », *Éléments d'une critique de la bureaucratie*, op. cit., pp. 33-58.
- [21] Cité par C. Lefort, « La contradiction de Trotsky », *Éléments d'une critique de la bureaucratie*, op. cit., p. 47.
- [22] Cf l'article de Trotsky « Beaucoup de tapage autour de Cronstadt », le 15 janvier 1938.
- [23] C'est dans les termes d'une dialectique d'inspiration hégélienne que le jeune Lefort conçoit la transition de Lénine à Trotsky, puis de Trotsky à Staline. *Ibid.*, p. 54.
- [24] « Aperçu d'un itinéraire », *Le temps présent. Ecrits 1945-2005*, op. cit., pp. 349-350. Interview originellement parue dans *Faire*, 17 avril 1978.
- [25] La polémique touche notamment l'interprétation des événements du bloc soviétique - l'insurrection hongroise, par exemple - avancée par deux de ses plus célèbres contributeurs : Jean-Paul Sartre et Maurice Péju. Sur ce point, voir C. Lefort, « la méthode des intellectuels progressistes », *Éléments d'une critique de la bureaucratie*, op. cit., pp. 236-268.
- [26] Certes, Castoriadis en signale discrètement l'existence dans son article de 1946 « Sur le régime et contre la défense de l'URSS », publié dans le trente et unième numéro du *Bulletin Intérieur du Parti Communiste Internationaliste*.
- [27] C. Lefort, « Le totalitarisme sans Staline », *Éléments d'une critique de la bureaucratie*, op. cit., p. 79.
- [28] C'est Evgueni Preobrajenski, alors membre éminent du parti bolchevique, qui popularise l'expression, en 1924. Elle désigne l'ensemble des dispositifs de contrôle administratif assurant le transfert des ressources nécessaire au financement de la croissance industrielle soviétique de l'agriculture à l'Etat. La violence des expropriations serait rationnelle, mais provisoire, à cause de l'arriération de l'URSS au début du XXe siècle.

[29] Discours publié par *Scanteia*, organe central du P.C. roumain, 13 février 1946. Cité par M. Merleau-Ponty, *Humanisme et Terreur : essai sur le problème communiste*, Paris, Gallimard, 1947, p. 75.

[30] Sur ce point, voir l'analyse de M. Abensour, « Les deux interprétations du totalitarisme chez Lefort », in *La démocratie à l'œuvre : Autour de Claude Lefort*, Paris, Seuil, 1993, pp. 87-88.

### **Bibliographie indicative**

Abensour, Miguel, « Les deux interprétations du totalitarisme chez Lefort », in *La démocratie à l'œuvre : Autour de Claude Lefort*, Paris, Seuil, 1993

Chaulieu, Pierre, « Les rapports de production en Russie », *Socialisme ou Barbarie, anthologie*, La Bussière, Acratie, 2007

Lefebvre, Henri, *La pensée de Lénine*, Paris, Bordas, 1957

Lefort, Claude, *Le temps présent. Ecrits 1945-2005*, Paris, Belin, 2007

Lefort, Claude, *Éléments d'une critique de la bureaucratie*, Paris, Gallimard, 1979

Piqué, Nicolas, « Claude Lefort et les aventures du prolétariat », in *Cornelius Castoriadis et Claude Lefort : l'expérience démocratique*, sous la direction de Nicolas Poirier, Lormont, le bord de l'eau, 2015

Gottraux, Philippe, « *Socialisme ou Barbarie* », *un engagement politique et intellectuel dans la France de l'après-guerre*, Lausanne, Payot, 1997

Merleau-Ponty, Maurice, *Humanisme et Terreur : essai sur le problème communiste*, Paris, Gallimard, 1947